

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Institut d'Études Internationales, *Annales d'Études Internationales*, Genève, 1975, vol. 6, Bruxelles, Ét. Émile Bruylant.

par Jean-René Chotard

Études internationales, vol. 9, n° 3, 1978, p. 449-451.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700888ar>

DOI: 10.7202/700888ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

WELLS, Donald A., *Saoudi Arabian Development Strategy*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1976, 80p.

Une des dernières publications de l'American Enterprise Institute for Public Policy Research, cette étude de la stratégie du développement de l'Arabie Saoudite laisse définitivement le lecteur face à une recherche bien faite, bien documentée et surtout de grande actualité.

Le problème auquel doit faire face l'armée de planificateurs saoudiens en est un d'imagination. La présence des revenus retirés du pétrole ne suffit pas à assurer au Royaume une planification visant le développement.

L'auteur, dans son étude, parcourt les étapes nécessaires à un État dit sous-développé pour mettre en place une infrastructure lui permettant d'atteindre le « long-terme ». Pour l'Arabie, ce « long-terme » concerne les secteurs des transports et communications, du développement des villes, de la présence d'une technologie de base (*software*) allant de pair avec la notion du développement.

De fait, le principal succès de Donald Wells est de démythifier l'Arabie saoudite en montrant de façon non équivoque que le temps des Rolls « plaqué-or » est bel et bien révolu.

Bien que l'État demeure profondément axé sur les principes islamiques, ce conservatisme se reflète assez peu dans la structure du plan quinquennal dont le budget se répartissait comme suit : défense 21,6%, transports 13,1%, administration 12,7%, développement urbain et utilités 11,4%, éducation 9,1%, santé et bien-être 4,6%, agriculture 1,3%, commerce et services 0,9%, fonds spéciaux, dons et programme d'aide 25,3%. On remarque, à ce dernier point, que le Royaume n'hésite pas à se lancer dans la structure de l'aide internationale. Cette politique possède un avan-

tage double puisque accroissant le pouvoir et la remontée du Royaume, mais aussi permet l'utilisation plus que bénéfique d'un énorme surplus de liquidité.

En conclusion, on peut résumer ainsi la stratégie de développement de l'Arabie saoudite telle qu'exposée par Wells :

- 1° accélération de la croissance économique en fonction des besoins et politiques du Royaume ;
- 2° l'infrastructure continuera d'avoir la priorité ;
- 3° l'industrialisation sera poussée au maximum ;
- 4° l'établissement de nouveaux programmes de bien-être ;
- 5° le royaume continuera à dépendre largement de la main-d'œuvre étrangère ;
- 6° le secteur privé sera encouragé.

L'étude du professeur Wells nous soumet un cas intéressant de planification reposant sur une excellente documentation. Il est à remarquer que de plus en plus les spécialistes cèdent la place aux jeunes Saoudiens grâce au progrès fait par l'Université de Ryadh ainsi que celle de King Abdel Aziz (voir à ce propos, les recherches du professeur Al Sowayyegh de l'Université de Ryadh).

ROGER MÉGÉLAS

*Département de science politique,
Université de Montréal*

INSTITUT D'ÉTUDES INTERNATIONALES,
Annales d'Études Internationales,
Genève, 1975, vol. 6, Bruxelles, Ét.
Émile Bruylant.

L'Institut d'Études Internationales consacre un volume à la Méditerranée depuis 1975. Quoique l'actualité ait pu ajouter depuis la publication du numéro en 1975,

celui-ci n'en contient pas moins des analyses fort suggestives.

L'intérêt des divers articles est variable. Certains traitent de questions abondamment connues, par ailleurs, telle l'Italie du Sud et son sous-développement. Mais de l'ensemble se dégagent des perspectives intéressantes. Il est montré que les événements de la fin de 1973 semblaient faire prévaloir une situation neuve. L'embargo sur le pétrole et l'issue de la guerre donnèrent l'impression un moment que le monde arabe optait pour une attitude « tiers-monde ». La routine cependant a prévalu, dominée par des petits conflits comme celui de Chypre et par la rivalité des superpuissances.

La Méditerranée demeure pour chaque Grand une zone essentielle. Les États-Unis tiennent à y maintenir la « crédibilité » de leur force puisque la mer joint deux pôles majeurs de leurs engagements : l'Europe occidentale et Israël. Les Soviétiques y renforcent leur potentiel à la fois pour équilibrer l'Occident et parce que la Méditerranée se situe dans l'axe de leur expansion maritime... La position de chacun subit une relative érosion mais reste assez forte pour rendre dérisoire le poids de l'Europe dans la région.

Même la dépendance énergétique du Marché Commun n'a pas vaincu le vieil ethnocentrisme européen qui gêne tout dialogue avec le reste du monde. La Commission de Bruxelles a bien su définir une politique européenne commune en Méditerranée à partir de 1972. Mais, d'une part, les accords ont abouti seulement avec Israël et, d'autre part, les projets de relations avec les Arabes ont été court-circuités par les États-Unis. Au moment où la Communauté des Neuf visait, fin 1973/début 1974, à définir une attitude homogène vis-à-vis des producteurs de pétrole pour se garantir un approvisionnement, H. Kissinger parvenait à diviser les Européens et à imposer l'idée d'une agence mondiale de l'énergie, dominée par l'Amérique du Nord.

À partir de 1974, en conséquence, l'ancienne relation, caractérisée par l'échange inégal entre les métropoles industrialisées et les pays fournisseurs de matières premières est rétablie. L'enlisement relatif des pourparlers de paix au Proche-Orient apparaît à la fois comme un retour au *statu quo ante* et comme un moyen de bloquer toute évolution décisive... Les *Annales* montrent d'ailleurs que l'option de développement retenue par la majorité des producteurs de pétrole, consacre la domination de l'Occident. L'influence de l'Algérie ou de la Lybie, qui poussent les autres jeunes nations à marchander plus cher la vente de toute matière première, reçoit peu d'écho en Méditerranée. Les pays du golfe Persique, au contraire, se figent en une collaboration économique étroite avec les États industrialisés, collaboration qui aboutit à ressembler à une dépendance.

Quelques articles traitent de ce problème. L'un d'eux, en particulier, regroupe en quelques pages utiles des données sur ce que l'auteur qualifie de « logique financière arabe ». Il aborde aussi en termes simples la question des « pétrodollars », ces sommes dépensées par l'Occident pour importer des hydrocarbures et que les États du Proche-Orient sont presque tous incapables d'absorber dans des économies trop peu développées. À travers le cas du Koweït, il examine concrètement les modes d'utilisation de ces capitaux considérables (on estime à \$200 milliards au moins l'excédent ainsi accumulé entre 1975 et 1980). La gestion de ces avoirs reste essentiellement confiée au système bancaire international, malgré la mise en place précoce d'organismes koweïtiens pour en assumer le contrôle. La recherche des profits maxima conduit les détenteurs de « pétrodollars » à investir leurs capitaux en Occident. Les revenus du pétrole renforcent ainsi paradoxalement les économies des pays les plus développés. Il apparaît ainsi que par le biais de la flotte américaine ou par le processus de recyclage des « pétrodollars », le monde occidental demeure prédominant

en Méditerranée. Dès lors, même si la revue ne peut tenir compte des événements survenus depuis 1975, les conclusions qu'elle dégage ne sont pas affectées. Les événements de la fin de 1973 ont donc peu changé l'état des choses dans la région.

JEAN-RENÉ CHOTARD

Département d'histoire,
Université de Sherbrooke

2. OUVRAGES REÇUS

ABOU, Sélim, *Immigrés dans l'autre Amérique*, Paris, Plon (Coll. « Terre Humaine »), 1972, 554p.

L'Annuaire du Tiers-Monde 2, 1976, Paris, Berger-Levrault, préparé par l'Association française pour l'étude du Tiers-Monde avec le concours du Centre d'études politiques et juridiques du Tiers-Monde de l'Université de Paris 1 et du Centre d'études de relations internationales de la Faculté de droit de Reims, 790p.

BURDEAU, Georges, *Traité de science politique*, Tome X ; *la rébellion du social* (deuxième édition), Paris, L.G.D.J., 1977, 391p. + index.

COFFEY, Kenneth I., *Manpower for Military Mobilization*, Washington, AEI, 1978, 47p.

COHEN, Warren L., *The Chinese Connection*, New York, Columbia University Press, 1978, 322p. + index.

CONSEIL DES ARTS DU CANADA, *L'individu, la langue et la société au Canada*, (Préparé par W. H. Boons, Donald M. Taylors et Marc-Adélar Tremblay), Ottawa, 1977, 436p.

DESTANNES DE BERNIS, Gérard et BYE, Maurice, *Relations économiques internationales* (Coll. « Précis Dalloz ») Tome 1 : *Échanges internationaux*, Paris, Dalloz, 4^e éd., 1977, 1211p.

GASPAR, Edmund, *United States-Latin America : A Special Relationship ?*, Washington, AEI, 1978, 90p.

GEORGOPOULOS, Constantin L., *La démocratie en danger : sa structure actuelle – ses problèmes*, Paris, L.G.D.J., 1977, 240p.

GLAZER, Stefan, *Droit international pénal conventionnel*, volume II, Bruxelles, Éts Émile Bruylant, 1978, 494p.

GUILLERMAZ J., *Histoire du parti communiste chinois*, Tome I : *Des origines à la république soviétique chinoise (1921 – 1934)* ; Tome II : *De Yenan à la conquête du pouvoir (1935–1949)*, Saint-Amand (France), 1975, 475p.

HOLLOWAY, Bruce K., MILTON, Theodore R., PALMER, Bruce Jr., TAYLOR, D., ZUMWALT, Elmo R. Jr., *Grand Strategy for the 1980s*, Washington, AEI, 1978, 113p.

INGRAM, Derek, *The Imperfect Commonwealth*, London, Rex Collings Ed., 1977.

INSTITUT NORD-SUD, *Le Défi Nord-Sud ; Le Tiers-Monde et les réalisations du Canada*, Ottawa, 1977, 212p.

KATZENSTEIN, Peter J., *Between Power and Plenty : Foreign Economic Policies of Advanced Industrial States*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1978, 344p.

PRÉLOT, Marcel, LESCUYER, Georges, *Histoire des idées politiques*, Paris, (Coll. « Précis Dalloz ») DALLOZ, 6^e éd., 1978, 799p.

TAHTINEN, Dale R., *National Security Challenges to Saudi Arabia*, Washington, AEI, 1978, 45p.

WEISS, Dimitri, *La démocratie industrielle : cogestion ou contrôle ouvrier ? Expériences et projets*, Paris, Éd. d'Organisation (Coll. « Relations industrielles »), 1978, 229p., index et bibliographie.